



Conseil de sécurité

Briefing : Protection des civils

New York, le 26 novembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité Monsieur Gilles Michaud pour sa première intervention au Conseil, la Directrice de la division financement et partenariats d'OCHA, Madame Lisa Doughten, ainsi que Madame Abby Stoddard. Nous avons bien entendu et écouté votre message.

En mai dernier, la Suisse a eu l'honneur d'introduire le projet de résolution 2730, adoptée par ce Conseil. C'était une réponse urgente à la situation alarmante que nous venons d'entendre. En adoptant cette résolution, nous nous sommes engagés – ensemble – à mieux protéger et respecter le personnel humanitaire ainsi que le personnel des Nations unies et le personnel associé, y compris le personnel recruté sur les plans national et local. La Suisse souhaite leur rendre hommage : leur courage et leur action sont essentiels pour sauver et préserver la dignité de millions de vies, malgré des risques croissants et des conditions difficiles. Nos pensées sont avec celles et ceux qui ont perdu leur vie et leur famille.

Monsieur le Président,

Nous vous remercions d'avoir convoqué cette séance. La Suisse souhaite – aujourd'hui - transmettre deux messages clés :

Notre premier message s'adresse à tous les États membres de l'ONU : c'est un appel urgent à la mise en œuvre intégrale de la résolution 2730. L'adoption de cette résolution ne signifie pas la fin de notre engagement, mais bien son début. Car la tendance – nous l'avons entendu - est plus qu'alarmante. Les chiffres de ce matin parlent d'eux-mêmes : celles et ceux qui apportent leur soutien nécessitent à leur tour d'être protégés – que ce soit à Gaza, au Liban, au Soudan, en Somalie, à Haiti ou ailleurs. En tant qu'Etats, nous ne pouvons pas rester de simples observateurs et observatrices. Nous pouvons et devons agir, et sans attendre.

La Suisse salue les recommandations du Secrétaire général qui nous indiquent comment mieux prévenir les atteintes au personnel humanitaire et onusien, et renforcer leur protection. Elles offrent des voies concrètes d'actions pour une meilleure mise en œuvre de la résolution 2730 et du droit international humanitaire. Je souhaite en souligner certains aspects.

Tout d'abord, notre responsabilité juridique est primordiale. Le droit, qu'il soit international ou national, est l'un de nos outils les plus puissants. Les États doivent respecter et protéger le personnel humanitaire, enquêter sur les violations et en l'absence d'action, saisir les tribunaux internationaux. Sur le plan national, nous devons notamment garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave, criminaliser les attaques contre les humanitaires, faciliter l'octroi de visas, et inclure les exemptions humanitaires nécessaires dans nos législations.

Au-delà du droit, le Secrétaire général nous recommande aussi de montrer l'exemple. Dans un monde où la désinformation sape la confiance et entrave l'action humanitaire, nous avons le devoir de lutter contre ce fléau et d'informer objectivement sur le travail et le rôle du personnel humanitaire et onusien. Nous devons aussi nous donner des moyens à la hauteur de nos obligations. Au sein de l'ONU, nous soulignons le rôle crucial que joue UNHCR pour assurer la sécurité des travailleurs onusiens, et ce qu'importe le contexte de leur engagement. Il doit être soutenu

Enfin, nous devons également soutenir les victimes de violence et amplifier leurs voix pour garantir que leurs souffrances ne se répètent pas.

Notre deuxième message s'adresse à nous, membres du Conseil de sécurité : écoutons et agissons ! Autour de cette table, restons attentifs aux voix des acteurs et actrices humanitaires. Ils sont le meilleur compas pour guider notre action. Mettons de côté les divergences politiques pour prioriser la protection des vies humaines et les principes humanitaires. Nous avons le devoir de garder toute notre attention à celles et ceux qui sauvent des milliers de vies, aux appels qu'ils expriment et aux alertes qu'ils nous transmettent. Le Conseil de sécurité, dans la résolution 2730, a mandaté le Secrétaire général de lui faire un exposé annuel sur les difficultés, les possibilités et les progrès accomplis en vue de renforcer la protection, la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et onusien. Ce sera une étape essentielle pour orienter notre action collective. Le Secrétaire général appelle ce Conseil à placer la protection des civils, des travailleurs et travailleuses humanitaires et du personnel onusien au cœur de nos décisions. Suivons son appel ! Que ce soit dans l'examen des contextes géographiques, la définition des mandats ou l'adoption de résolutions, cette priorité doit guider chacun de nos actes, en tout temps.

Monsieur le Président,

La Suisse se félicite de l'engagement croissant des Etats en faveur de la protection du personnel humanitaire et onusien. En mai, 98 pays ont co-sponsorisé la résolution 2730. En septembre, à l'initiative de l'Australie, un Groupe ministériel pour la protection du personnel humanitaire a été créé, regroupant neuf états, dont la Suisse, représentant différentes régions du monde. Ce matin encore, cent seize délégations ont réaffirmé leur engagement pour la protection du personnel humanitaire et onusien devant cette chambre. Un si grand nombre de pays engagés à améliorer la situation actuelle a le pouvoir de faire la différence, La Suisse continuera - avec eux - à œuvrer pour la protection du personnel humanitaire et onusien.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mister President,

I would like to begin by thanking Gilles Michaud, Under-Secretary-General for Safety and Security for his first intervention at the Council, Lisa Doughten, Director of OCHA's Financing and Partnerships Division, and Abby Stoddard. We have heard and listened carefully to your message.

Last May, Switzerland had the honor of introducing draft resolution 2730, adopted by this Council. It was an urgent response to the alarming situation we have just heard about. In adopting this resolution, we committed ourselves - together - to better protecting and respecting humanitarian personnel as well as UN and associated personnel, including national and locally recruited personnel. Switzerland would like to pay tribute to them: their courage and action are essential to saving and preserving the dignity of millions of lives, despite increasing risks and difficult conditions. Our thoughts are with those who have lost their lives and their families.

Mister President,

Thank you for convening this meeting. Today, Switzerland wishes to convey two key messages:

Our first message is addressed to all UN member states: an urgent call for the full implementation of resolution 2730. The adoption of this resolution - does not mean the end of our commitment, but rather its beginning. The trend - as we have heard - is more than alarming. This morning's numbers speak for

themselves: those who provide support also need protection – whether in Gaza, Lebanon, Sudan, Somalia, Haiti or elsewhere. As states, we cannot remain mere observers. We can and must act – without delay.

Switzerland welcomes the Secretary-General's recommendations, which show us how we can better prevent attacks on humanitarian and UN personnel, and strengthen their protection. They offer concrete avenues for action to better implement Resolution 2730 and international humanitarian law. I would like to highlight a few aspects.

First of all, our legal responsibility is paramount. Law, whether international or national, is one of our most powerful tools. States must respect and protect humanitarian personnel, investigate violations and, in the absence of action, refer cases to international tribunals. At the national level, we must guarantee safe and unhindered humanitarian access, criminalize attacks on humanitarian personnel, facilitate the granting of visas, and include the necessary humanitarian exemptions in our legislation.

Beyond the law, the Secretary-General also recommends that we lead by example. In a world where misinformation undermines trust and hampers humanitarian action, we have a duty to fight this scourge and to provide objective information about the work and role of humanitarian and UN personnel. We must also provide ourselves with the resources to meet our obligations. Within the UN, we emphasize the crucial role played by UNDSS in ensuring the safety of UN workers, whatever the context of their engagement. It must be supported.

Finally, we must also support the victims of violence and amplify their voices to ensure that their suffering is not repeated.

Our second message is addressed to us, the members of the Security Council: let's listen and act! Around this table, let us remain attentive to the voices of humanitarian actors. They are the best compass to guide our action. Let's put aside political differences to prioritize the protection of human lives and humanitarian principles. It is our duty to keep a close eye on those who are saving thousands of lives, on the appeals they make and the alerts they send us. In Resolution 2730, the Security Council mandated the Secretary-General to provide an annual briefing on the challenges, opportunities and progress made in strengthening the protection, safety and security of humanitarian and UN personnel. This will be an essential step in guiding our collective action. The Secretary-General calls on this Council to place the protection of civilians, humanitarian workers and UN personnel at the heart of its decisions. Let's heed his call! Whether in examining geographical contexts, defining mandates or adopting resolutions, this priority must guide our every action, at all times.

Mister President,

Switzerland welcomes the growing commitment of States to the protection of humanitarian and UN personnel. In May, 98 countries co-sponsored Resolution 2730. In September, at Australia's initiative, a Ministerial Group for the Protection of Humanitarian Personnel was created, bringing together nine states, including Switzerland, representing different regions of the world. Just this morning, 116 states reaffirmed their commitment to the protection of humanitarian and UN personnel in front of this chamber. Such a large number of countries committed to improving the current situation has the power to make a difference. Switzerland will continue – with them – to work for the protection of humanitarian and UN personnel.

I thank you.